

Rapport d'activités 2024-25

RELALQ
REGROUPEMENT DES
COMITÉS LOGEMENT ET
ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES
DU QUÉBEC



Regroupement des comités logement et associations locataires du Québec
Rapport d'activités, juillet 2024 - juin 2025

Sommaire

Introduction	4	
Partie 1 : Notre Vie associative	6	
Partie 2 : Nos actions	8	
Partie 3 : Les communications et représentations	16	
Partie 4: La gestion interne	20	
Conclusion	22	



**REGROUPEMENT DES
COMITÉS LOGEMENT ET
ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES
DU QUÉBEC**

Mot du conseil d'administration



L'année 2024-2025 aura été une année charnière pour le RCLALQ. Après une année 2023-2024 marquée par une lutte acharnée contre le projet de loi 31, les membres du Regroupement ont une fois de plus fait preuve d'une solidarité et d'une détermination exemplaires.

Ensemble, nous avons déployé une énergie considérable pour défendre le droit au logement : actions directes, interventions publiques, campagnes médiatiques, rédaction de mémoires et activités d'éducation populaire ont marqué notre mobilisation.

Et même si la bataille contre le projet de loi 31 a été éreintante, elle n'a pas été vaine : nous avons arraché deux gains majeurs grâce au projet de loi 65. D'abord, la bonification du règlement 1959.1, qui renforce la protection des locataires aîné·es contre les reprises et les évictions. Ensuite, l'adoption d'un moratoire de trois ans sur les évictions. Ces victoires sont la preuve que, face à un gouvernement qui méprise les droits des locataires, notre rapport de force peut porter fruit.

Cette année a aussi été marquée par de profonds changements internes : notre équipe est passée de 3 à 8 personnes, ce qui a exigé de nous de repenser nos façons de faire, de revoir notre organisation et de consolider nos bases. Cette réorganisation s'est opérée dans un contexte historique, celui des plus fortes hausses de loyer jamais vécues par les locataires du Québec, accentuant encore davantage l'urgence d'agir.

Dans cette tempête, deux employé·es ont choisi de rester et, avec la nouvelle coordinatrice par intérim, ont accompli de véritables miracles. Grâce à leur engagement indéfectible et à l'engagement constant des groupes membres, le RCLALQ a maintenu sa capacité d'action : formations et cliniques juridiques, campagnes nationales, actions régionales coordonnées, Journée des locataires, congrès et interventions médiatiques. Notre ténacité, combinée à la solidarité de notre base militante, a permis au Regroupement de continuer à faire vivre sa mission, même dans l'adversité.

Ce travail n'a pas été de tout repos, mais il a été porteur. Ensemble, grâce à l'engagement de la permanence, à l'accompagnement reçu et à la volonté du conseil d'administration, nous avons posé les jalons pour remettre le RCLALQ sur des bases plus solides. Nous espérons que l'année 2025-2026 verra ces efforts porter leurs fruits et permettra au RCLALQ de rayonner encore davantage.

Face au mépris persistant du gouvernement envers les locataires, nous n'avons pas le choix : nous devons continuer à hausser le ton, à unir nos forces et à intensifier la lutte pour un véritable droit au logement et pour une réelle justice sociale !

Solidairement, votre Conseil d'administration

Le RCLALQ et nos priorités 2024-2025



Le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec est un organisme à but non lucratif dont la mission principale est de défendre et de promouvoir le droit au logement. Il appuie activement les locataires en diffusant de l'information et du contenu à caractère juridique, politique et social, contribuant ainsi à la défense de leurs droits et à leur autonomisation. Par ailleurs, le RCLALQ encourage la mobilisation citoyenne autour des enjeux liés au logement, notamment à travers des actions de sensibilisation et d'éducation populaire.

À la suite de son congrès de mai 2023, les membres du regroupement ont choisi de faire du contrôle des loyers et des enjeux liés au Tribunal administratif du logement (TAL) les deux priorités centrales pour l'année 2024-2025.

Tout au long de l'année, le RCLALQ s'est mobilisé pour s'opposer à chaque recul sur les droits des locataires proposé par le gouvernement de la CAQ et pour promouvoir l'instauration immédiate d'un gel des loyers dans l'attente d'un véritable contrôle des loyers. L'année 2024-2025, marquée par des hausses de loyer sans précédent et par le dépôt d'un nouveau projet de règlement sur les critères de fixation des loyers, a exigé une réponse forte et déterminée. Aujourd'hui plus que jamais, les locataires sont confrontés à des conditions de logement précaires et les modifications législatives proposées par le gouvernement ne font rien pour les alléger.

Par ailleurs, loin de s'améliorer, les services offerts par le TAL demeurent inadéquats, contribuant à une inaccessibilité croissante à la justice. Cette réalité a été au cœur de nos revendications et de la mobilisation de l'automne. Dans plusieurs régions du Québec, les heures d'ouverture limitées et la disponibilité restreinte des préposé·es compromettent la protection des locataires. Partout, les délais pour obtenir une audience s'allongent et ce sont systématiquement les locataires qui en payent le prix. Le RCLALQ exige la fin de la priorisation des dossiers en non-paiement ainsi qu'un engagement clair du TAL à améliorer la qualité de ses services, notamment par le rétablissement de l'accueil sans rendez-vous et l'élargissement des heures d'ouverture.



Groupes membres 2024-2025

5

Abitibi-Témiscamingue

Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue

Bas-Saint-Laurent

Comité Logement du Bas St-Laurent (CLBSL)

ADDS de la Matapédia

Solidarité logement Rivière-du-Loup

Capitale Nationale

Bureau d'Animation et Information Logement (Québec)

Comité des CitoyenNEs du quartier St-Sauveur

Comité logement d'aide aux locataires de Québec-Ouest

Espace Finances

Mouvement Personne d'Abord du Québec Métropolitain

Action-logement Duberger Les Saules

La Ruche Vanier

Centre-du-Québec

Action Location Drummondville

Association des locataires du Centre-du-Québec

Chaudière-Appalaches

ACEF Appalache-Beauce-Etchemins

Gaspésie

Comité autonome accessibilité logement - Côte Gaspé

Lanaudière

Action-Logement Lanaudière

Laurentides

Association de promotion et d'éducation en logement St-Eustache

Carrefour d'Actions Populaires de Saint-Jérôme

Conseil régional de développement social des Laurentides

Laval

ACEF de Laval

Mauricie

Infologis Mauricie

Montréal

ACEF Montréal-Est

Action logement Pierre-de-Saurel (Sorel-Tracy)

Comité logement Beauharnois

Comité logement de Valleyfield

Comité logement La Virevolte (Longueuil)

Comité logement Logemen'mêle (Saint-Hyacinthe)

Comité logement Rive-Sud

AQDR Richelieu-Yamaska

Montréal

Action Dignité de Saint-Léonard

ADDS-MM

Association des locataires du Village Olympique

Association des locataires de Villeraie

Centre éducatif communautaire René-Goupil (St-Michel)

Vivre St-Michel en Santé

Comité d'action des Citoyennes et Citoyens de Verdun

Comité d'action Parc Extension

Comité BAILS (Hochelaga-Maisonnette)

Comité d'action des locataires de l'Ouest-de-l'Île

Comité des locataires du Rigaud

Comité logement Ahuntsic-Cartierville

Comité logement de Lachine-Lasalle

Comité logement Montréal-Nord

Comité logement de la Petite Patrie

Comité logement du Plateau Mont-Royal

Comité logement de Rosemont

Comité logement Saint-Laurent

Comité logement Ville-Marie

Logis-Action (Notre-Dame-de-Grâce)

Entraide Logement Hochelaga-Maisonnette

Infologis de l'Est de l'Île de Montréal

La Maisonnée

OEIL Côte-des-Neiges

Organisation populaire des droits sociaux

POPIR-Comité logement (St-Henri)

Projet Genèse (Côte-des-Neiges)

R.I.L. (Pointe-Saint-Charles)

Regroupement des Auberges du cœur du Québec

Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne

Outaouais

Logemen'Occupe (Gatineau)

Saguenay-Lac-Saint-Jean

Comité logement Entraide locataires Alma

Loge m'entraide (Chicoutimi)

Assemblées générales



L'année a été marquée par plusieurs moments de mobilisation interne et de démocratie participative qui ont permis de renforcer les liens entre les groupes membres et de tracer ensemble les orientations du RCLALQ pour les années à venir. Malgré les défis liés à une restructuration de l'équipe permanente, la participation et l'engagement des membres sont demeurés présents.

Assemblée générale annuelle – 9 et 10 octobre 2024

- Tenu au Camp O'Carrefour sur l'île d'Orléans, ce rassemblement a réuni 54 personnes issues de 24 comités logement.
- 10 propositions ont été adoptées. Malgré une année marquée par d'importants changements au sein de l'équipe (deux nouveaux employés en poste à partir de janvier), 9 de ces propositions ont été mises en œuvre.
- Ce taux de réalisation témoigne de notre engagement réel à respecter les décisions collectives, même dans un contexte de transition.

Assemblée extraordinaire et assemblée générale – 5 février 2025

- Une assemblée extraordinaire en ligne a été convoquée par le conseil d'administration pour aborder la question de la confiance des membres envers celui-ci, ce qu'il a obtenu.
- Cette rencontre, tout comme l'assemblée générale ordinaire tenue le même jour, a rassemblé 70 personnes représentant 42 groupes membres.
- Ces échanges ont permis de faire le point sur les activités menées depuis octobre 2024 et d'adopter de nouvelles propositions collectives.





Cette année, 65 personnes représentant 26 groupes membres ont participé au congrès organisé au Havre familial de Sainte-Béatrix. Le comité Congrès et le conseil d'administration du RCLALQ proposaient une nouvelle formule pour nous permettre d'identifier les orientations collectives de notre mouvement pour les deux prochaines années.

Précisément, nous avons fait une réflexion stratégique en 4 blocs au cours des deux jours du congrès, organisé ainsi:

- Bloc 1: Un échange sur **les enjeux à prioriser pour 2025-2027**, incluant des enjeux nouveaux et émergents, de même que les enjeux sur lesquelles nous avons déjà travaillé ensemble par le passé
- Bloc 2: Un échange sur **les orientations stratégiques** à retenir pour notre plan d'action 2025-2027, basé sur l'échange sur les enjeux en Bloc 1.
- Bloc 3: Un atelier sur **les changements** (ou objectifs) que nous visons obtenir par le moyen d'actions collectives avant le congrès de 2027 afin d'agir sur les enjeux identifiés
- Bloc 4: Un atelier sur **les étapes à suivre** pour atteindre des changements identifiés en Bloc 3.

L'ensemble des échanges et ateliers vont servir à élaborer notre plan d'action pour 2025-2027, qui sera travaillé conjointement par le comité Mobilisation et le conseil d'administration. Par la suite, le plan d'action sera envoyé aux membres pour commentaires et proposé pour adoption en AGA en automne 2025.

Deux présentations ont enrichi les discussions : Francis Dolan du RIL a présenté sa recherche sur l'offre de logements et ses impacts sur la crise actuelle, et Sol Engmann a animé un atelier sur l'approche féministe en contexte d'action collective.

Le congrès s'est conclu dans une ambiance festive avec un 5 à 7 organisé par le CLPP sous le thème «Célébrons nos victoires et nos réussites! »

L'ensemble de ces moments a permis de maintenir une vie associative active. Ils illustrent bien la force du réseau et la volonté partagée de construire un mouvement fort, solidaire et revendicateur.

Membres du comité congrès 2025

- Olivier Vézina d'Infologis de l'Est de Montréal
- Mélanie Baril et Rosalie Tremblay, Comité logement de la Petite-Patrie
- Sébastien Laliberté, RIL Pointe-Saint-Charles
- Céline Camus, Association des locataires de Villeray
- Daniel Tremblay, POPIR
- Robin Hood, Association des locataires de Villeray
- Valérie Desgagné, Comité logement Ahuntsic-Cartierville
- Nicole Sénécal, AQDR Richelieu-Yamaska
- Guillaume Dostaler, Entraide Logement Hochelaga-Maisonneuve
- Shannon Franssen, pour l'équipe du RCLALQ

Actions, mobilisations et campagnes



Cette année encore, le RCLALQ et ses membres se sont mobilisé·es pour défendre les droits des locataires et dénoncer les politiques qui alimentent la crise du logement. Par des actions créatives, des campagnes engagées et une présence régulière sur la place publique, nous avons fait entendre nos revendications.

Campagne d'affichage – Les loyers explosent, un contrôle s'impose!

- Comme la proposition adoptée lors de l'assemblée générale annuelle d'octobre 2024, une campagne d'affichage nationale a été lancée pour exiger un véritable contrôle des loyers.
- Le RCLALQ a produit et diffusé un ensemble de visuels mobilisateurs : affiches, autocollants, bannières numériques et visuels pour les réseaux sociaux.
- Plus de 2 500 affiches et 7 000 autocollants ont été commandés par les groupes membres, ce qui illustre un fort engagement et une volonté collective de faire résonner nos revendications dans les rues du Québec.

Semaine d'actions contre le Tribunal administratif du logement (TAL)

- Une conférence de presse a donné le coup d'envoi à cette semaine de mobilisation, suivie de plusieurs actions coordonnées dans différentes régions.
- Le message : dénoncer le dysfonctionnement systémique du TAL et les obstacles rencontrés par les locataires qui y ont recours.
- Des actions ont eu lieu à Alma, Joliette, Montréal, Québec, Rimouski et Rouyn-Noranda.

Campagne pour un véritable contrôle des loyers

- Un sous-comité de mobilisation composé de plusieurs membres (CAPE, Infologis Mauricie, CLRS, CLPMR, CLLL, POPIR) a été mis sur pied pour coordonner les actions.
- Le 18 mars 2025, une conférence de presse s'est tenue en collaboration avec deux syndicats, le SCFP et le CCMM-CSN, le RIOCM et le CLLL pour dénoncer la flambée des loyers.
- Cette action a été suivie d'une campagne de courriels adressés à la ministre Duranceau, lancée notamment la plateforme New/Mode. En tout, cet outil a aidé à envoyer automatiquement 169 lettres automatiquement à la ministre.
- Le 24 mars, une mobilisation a eu lieu devant ses bureaux à Rawdon. Environ 60 militant·es y ont participé, en provenance de nombreux groupes membres (CLPP, POPIR, CLVM, ALV, CLR, Infologis de l'Est, CAPE), ainsi que du Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (MÉPAL).

Contre le nouveau projet de règlement – avril 2025

- Le 16 avril, la ministre a déposé un projet de règlement modifiant les critères de fixation de loyer, jugé très préoccupant par le RCLALQ.
- Un mémoire a été rédigé en réponse, une action lancée par le Comité logement Lachine–LaSalle et le Comité logement d'aide de Québec Ouest (CLAQO). Ce document a été transmis à la ministre dans le cadre de la période de consultation publique et partagé à tous les membres pour qu'ils le fassent à leur tour.

Journée des locataires – 24 avril 2025 à Drummondville

- Organisée par le CLAQO, le BAIL de Québec, Action location Drummond et le POPIR
- Cette journée constitue l'événement national phare du RCLALQ et a réuni environ 300 personnes.
- C'était un beau moment de mobilisation nationale, où locataires et alliés ont exprimé avec force leur indignation et leurs revendications.



Manifestation à Parc-Extension – 31 mai 2025 à Montréal

- Les groupes de Montréal du RCLALQ ont organisé une manifestation régionale malgré une pluie battante.
- Environ 380 personnes ont participé, dont de nombreux membres et alliés : FRAPRU, TROVEP, ACEF du Nord de Montréal, SLAM-MATU, FLIP en plus d'une douzaine de comités logement.
- Cette journée a aussi marqué le lancement d'une pétition à l'Assemblée nationale pour rejeter le projet de règlement déposé par la ministre Duranceau.

Présence dans les mobilisations d'alliés

Au fil de l'année, le RCLALQ s'est joint à plusieurs actions initiées par des groupes alliés, notamment :

- Participation à la manifestation « Évincer Airbnb maintenant! » du CACV
- Soutien à la manifestation de clôture du campement du FRAPRU
- Participation à la manif « Les fonds publics pour le filet social » de la Coalition Main Rouge
- Kiosque à la Nuit des sans-abris d'Alma
- Mobilisation dans le cadre de la manif nationale « Face aux horreurs caquistes, la DCD réplique! »

À travers ces multiples campagnes, actions et collaborations entre organismes, le RCLALQ a poursuivi son rôle dans la lutte pour le droit au logement. L'année 2024–2025 été une année de mobilisations, toutes menées avec créativité, solidarité et la volonté claire de faire avancer nos revendications collectives.

Comités de travail

Les comités de travail du RCLALQ constituent des espaces essentiels de réflexion, de coordination et d'action pour le réseau. En réunissant des comités logement de plusieurs régions, ils permettent de partager des pratiques, d'approfondir des enjeux spécifiques et de faire avancer des luttes prioritaires à l'échelle nationale. Cette année, trois comités ont été particulièrement actifs : comité mobilisation le comité aîné·es et RPA, et le comité féministe.

Le comité mobilisation :

- Comité logement Lachine-Lasalle
- Comité logement La Petite-Patrie
- Bureau d'Animation et Information Logement (Québec)
- Comité logement d'aide aux locataires de Québec-Ouest
- Comité logement Plateau-Mont-Royal
- Comité logement Montréal-Nord
- POPIR
- Association des locataires Abitibi-Témiscamingue
- Action-Location Drummondville
- Projet Genève
- OEIL Côte-des-Neiges

Comité mobilisation

Le comité coordonne les actions collectives du RCLALQ afin de favoriser une mobilisation large et représentative des réalités, des capacités et des intérêts propres à chaque groupe. Il veille à ce que le regroupement accomplisse son plan d'action et pose des actions concrètes à l'échelle nationale qui sont en adéquation avec les objectifs des membres. Les actions du comité cette année étaient:

- 6 rencontre durant l'année + 4 rencontres de sous-comité ;
- Organisation de la semaine d'action nationale contre le Tribunal d'administratif du logement (critique du manque de service, priorisation des dossiers de non-paiement de loyer, délais interminables) ;
- Organisation de la Journée des locataires du 24 avril 2025 à Drummondville (logistique, thématique, mobilisation) ;
- Organisation de la campagne contre les hausses de loyer (conférence de presse, courriel-rouge, action-éclair à Rawdon) ;
- Préparation de la mobilisation en vue des élections municipales de 2025 ;
- Rencontre annuelle avec le CA pour élaborer le plan d'action et de mobilisation pour l'année 2025-2026.

Comité aîné·es et RPA

Le comité aîné·es et RPA a pour mission d'échanger sur : les meilleures pratiques sur le plan de la protection des locataires aîné·es; les actions que le regroupement doit entreprendre pour sensibiliser davantage la population; les actions que le regroupement doit entreprendre pour mobiliser les différents acteurs sur les droits des locataires aînés; les actions que le regroupement doit entreprendre pour assurer une meilleure protection de ces locataires. Cette année, les actions du comité étaient:

- 8 rencontres durant l'année ;
- Développement d'un plan d'action pour 2024-2027 (juillet 2024) ;
- Dépôt d'une demande auprès de la Fondation Mirella et Lino Saputo et obtention d'une subvention pour l'année 2024-2025 (août 2024) ;



- Embauche d'une personne chargée de projet pour soutenir les travaux du comité (octobre 2024) ;
- Mise à jour du plan d'action pour l'année 2025 et création de deux sous-comités de travail (janvier 2025).

Le premier sous-comité travaille au développement et l'élaboration de revendications et de positionnement en vue d'une adoption par les membres du RCLALQ spécifiquement sur les problématiques vécues par les locataires aîné-es, incluant la difficulté d'accès à la justice et de se mobiliser, l'absence de soutien légal de la part du CIUSSS et, finalement, les recours collectifs.

Le second sous-comité travaille à l'élaboration d'une trousse destinée aux locataires aîné-es et aux comités logement qui les soutiennent. La trousse comprendrait un dépliant informatif, une liste des ressources existantes (à l'extérieur des comités logements) ainsi qu'un répertoire des pratiques et outils destinés à la protection des locataires aîné-es dans les comités logement.

Comité féministe



Le comité féministe a comme mandats : favoriser la mise en place, le suivi et le respect de pratiques internes exemplaires en matière de féminisme, de diversité; prévenir et de lutter contre le harcèlement et les violences sexuelles au sein du regroupement; travailler à la

mobilisation et la sensibilisation des membres et des locataires sur les droits des femmes locataires et des personnes issues de la diversité. Cette année, les actions du comité étaient :

- 5 rencontres durant l'année ;
- Adoption en AGA du code de vie du RCLALQ développé en 2023-2024: Politique pour un milieu associatif inclusif et sécuritaire (octobre 2024) ;
- Lancement d'une campagne visuelle féministe *Se loger sans peur - un droit pour toutes* par le biais d'une série d'affiches thématique mettant de l'avant les problématiques les plus fréquemment rencontrées (mars 2025) ;
- Mise sur pied d'une nouvelle formation *Violences sexuelles et conjugales en milieu locatif*, en collaboration avec le Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal, donnée en mai ;
- L'organisation d'un atelier sur l'approche féministe en contexte d'action collective lors du congrès 2025.

Le comité Aîné-es et RPA :

- Bureau d'Animation et Information Logement (Québec)
- Comité logement d'aide aux locataires de Québec-Ouest
- Comité logement Rive-Sud
- Comité logement Montréal-Nord
- OEIL Côte-des-Neiges
- Logis-Action (Notre-Dame-de-Grâce)
- ACEF Laval
- Action location Drummond
- AQDR
- Infologis Mauricie
- POPIR
- Comité logement Ville-Marie

Le comité féministe :

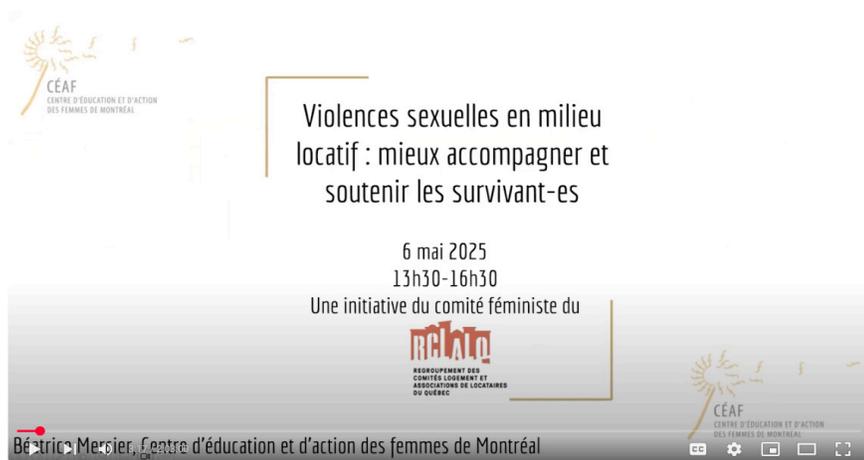
- Comité logement Petite-Patrie
- Association des locataires de Villeray
- CAP St-Jérôme
- Bureau d'Animation et Information Logement (Québec)
- Comité logement d'aide aux locataires de Québec-Ouest
- Comité logement Rive-Sud
- OEIL Côte-des-Neiges

Formations et ateliers



Durant l'année, le RCLALQ a offert une mise à jour de toutes ses formations en plus d'en ajouter deux nouvelles: une clinique juridique récurrente ainsi que divers ateliers et conférences. Toutes les formations sont enregistrées et fournies sur demande aux groupes pour maximiser leur visibilité. Ci-dessous, quelques détails pour chaque formation et atelier offert :

- **La formation 101** intitulée « Initiation aux droits et obligations des locataires et des locateurs » porte principalement sur le bail, les droits et obligations des parties et les enjeux légaux les plus fréquemment rencontrés. La formation a été donnée le 16 et le 30 octobre par Cloé Fortin et Marjolaine Deneault de l'équipe de travail du RCLALQ. 13 personnes de 9 groupes membres y ont assisté.
- **La formation 201** intitulée « Initiation aux droits et obligations des locataires et des locateurs » porte principalement sur le calcul des hausses de loyer, la recherche de logement et la colocation. La formation a été donnée le 13 février par Me Antoine Morneau-Sénéchal et 21 personnes de 14 groupes membres y ont assisté.
- **La formation 301** intitulée « Preuves et procédures au Tribunal administratif du logement, exécuter ou contester un jugement » est de niveau intermédiaire et porte principalement sur le TAL et ses règles de preuves et de procédures. La formation a été donnée le 10 avril par Me Julien Delangie et 17 personnes de 14 groupes membres y ont assisté.
- **La formation RPA** intitulée « Droits et obligations des locataires et des locateurs en résidence privée pour aîné·es (RPA) » porte principalement sur la signature du bail, le processus de certification et les obligations en cours de bail. La formation a été donnée le 20 novembre par Me Antoine Morneau Sénéchal et 20 personnes de 12 groupes membres y ont assisté.
- **La formation salubrité** intitulée « Réglementations entourant la salubrité des logements locatifs » porte principalement sur les différents univers législatifs entourant la salubrité du parc de logements locatifs au Québec. La formation a été donnée le 4 décembre par Me Robert Trudel et 22 personnes de 14 groupes membres y ont assisté.
- **La formation extermination** intitulée « Identification des parasites et gestion parasitaire » porte principalement sur les techniques pour identifier et classer les parasites les plus fréquents ainsi que pratiques (bonnes et mauvaises) en matière de gestion de ces parasites ». La formation a été donnée le 27 février par Nathaniel Leavy des Entreprises Maheu et 34 personnes de 20 groupes membres y ont assisté.



- **La formation féministe** intitulée « Les violences sexuelles et conjugales en milieu locataire » porte sur les outils et techniques pour accompagner les survivantes de violences sexuelles ou conjugales en milieu locatif. La formation a été donnée par Béatrice Mercier du Centre d'éducation et d'action des femmes et 30 personnes de 17 groupes membres y ont assisté.
- **L'Atelier « Histoire des luttes pour le droit au logement »** a été donné le 9 avril dans le cadre de la semaine des sciences humaines du CÉGEP de Drummondville. Francis Dolan du RIL a donné la conférence en Zoom et Émile, de l'équipe de travail, était sur place pour encadrer et soutenir au niveau de la logistique et des réponses des étudiant·es. Plus de 120 étudiant·es étaient présent·es pour la conférence.
- **Les cliniques juridiques** ont été mises en place à la demande des membres pour leur offrir un espace d'échange et de discussions avec un avocat spécialisé en droit du logement. Sous le format «Questions/réponses », les cliniques ont permis de creuser les cas les plus complexes auxquels font face les comités logement et de les éclairer dans la marche à suivre. Les cliniques ont eu lieu le 5 décembre (30 personnes de 26 groupes membres), le 30 janvier (25 personnes de 23 groupes membres), le 17 mars (15 personnes de 12 groupes membres) et le 12 mai (15 personnes de 14 groupes membres).

Groupes ayant participé aux formations:

- Comité logement Bas-St-Laurent
- Comité logement Beauharnois
- Comité logement Montréal-Nord
- Logemen'mêle
- Association des locataires de Villeray
- Comité logement Rosemont
- Entraide Logement HM
- RIL
- Action dignité St-Léonard
- CCSSS
- Comité logement Rive-Sud
- LogisAction NDG
- APEL St-Eustache
- CAPE
- Oeil CDN
- Infologis EIM
- Inflogis Mauricie
- POPIR
- Comité logement Ahuntsic-Cartierville
- CLAQO
- Comité logement Ville-Marie
- Action-logement Lanaudière
- CACV
- Comité logement de la Petite Patrie
- Comité logement du Plateau Mont-Royal
- BAIL Quebec
- Comité logement de Lachine-Lasalle
- ACEF Appalaches-Beauce-Etchemins
- ACEF Montérégie-Est
- Espace Finances
- Action location Drummond
- ADDS de la Matapédia
- ALOCAT
- Centre Éducatif Communautaire René-Goupil
- CBM
- CALODI
- CLSL

Projets de recherche et mémoires

Projet solidariser les locataires du Québec - Crises du logement et situation des groupes

Les étapes du démarrage du projet de recherche constituaient d'abord à :

- 1) L'établissement de la problématique de recherche;
- 2) L'élaboration d'un questionnaire;
- 3) La sélection et le recrutement des groupes et personnes à interviewer.

Une fois cette étape faite, 40 entrevues ont été effectuées auprès de :

- 1) Comités logements;
- 2) Acteur·ices sociaux en lien avec des locataires;
- 3) Citoyen·nes affecté·es par la crise du logement.



Suivant le départ de trois collègues, le volet support aux groupes, notamment ceux en démarrage, n'a pas pu se poursuivre avec les mêmes cibles, ambitions et ressources que ce qui était initialement prévu.

De l'aide a tout de même été offerte au Comité de défense des droits des locataires de la Côte-Nord, notamment parce qu'il y avait un momentum de mobilisation importante avec le groupe. Un support direct a ainsi été offert auprès de leur CA (entrevues médiatiques, organisation d'action, écriture de communiqués de presse, création d'une liste de membres et de diffusion, etc.).

Pour le reste, le projet s'est plutôt concentré sur la recherche.

À la lumière des entrevues et d'une revue de la littérature, un rapport complet a été remis au RCLALQ le 10 juillet 2025.

Pour rendre les conclusions présentables et diffusables, la création de fiches régionales a été entamée par l'équipe de recherche du RCLALQ.

Les résultats des travaux de Thomas Savy (enjeux soulevés par les comités logements), de Francis Dolan (évolution du marché locatif et critique de la théorie du filtrage) et de Renaud Goyer (analyse des discours médiatiques et des causes au TAL) s'y retrouvent.

Pour tester la forme des fiches régionales, deux régions ont été ciblées, soit la Capitale-Nationale et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.



Contre le discours sur l'offre de logement

Ce projet porte sur le discours de l'offre et de la demande comme manière de répondre à la crise du logement afin de déconstruire la théorie selon laquelle en construisant plus de logements (peu importe leur prix, taille, type), le prix des logements baissera.

Dans la dernière année, avec Renaud Goyer, professeur et chercheur à l'École de travail social de l'UQAM, le RIL-Pointe-Saint-Charles a travaillé sur différents aspects de ce gros mandat. Nous avons amorcé une histoire critique des politiques canadiennes en matière d'habitation, une histoire critique de la SCHL et ses contradictions inhérentes quant aux impératifs de rentabilité de la détention immobilière résidentielle, ainsi que ses intérêts et ses ignorances volontaires dans ses recherches sur le marché de l'habitation. Une présentation des résultats de cette étude a d'ailleurs été donnée par Francis Dolan, membre de l'équipe de recherche, aux membres du RCLALQ lors de son congrès de mai 2025.

Sur le plus court terme, nous travaillons sur un outil d'éducation populaire à partager avec les membres du RCLALQ. Il s'agira de présenter/

déconstruire la théorie du filtrage (autrement appelé théorie de la cascade et inspiré de la théorie économique du ruissellement) selon laquelle la construction de logement libère d'anciens logements qui fait donc en sorte de remettre sur le marché des logements anciens et « naturellement abordables ».

Nouveau projet de règlement modifiant le Règlement sur les critères de fixation de loyer

Des membres du RCLALQ ont rapidement fait une analyse collective du projet de règlement lors de son annonce en avril 2024. Avec le retrait de la composante « revenu net », la ministre laisse miroiter qu'elle répond à nos demandes et qu'elle entend les revendications des locataires. Cependant, de son propre aveu, elle reconnaît que les locataires seront désavantagés par ce nouveau règlement.

Devant ce nouveau recul à l'accessibilité et l'abordabilité des logements, le RCLALQ a déposé un mémoire écrit grâce à l'implication du Conseil d'administration, du CLLL et du CLAQO. Ce mémoire a pu offrir une critique solide des modifications proposées et formuler des recommandations concrètes pour une réforme qui servirait véritablement l'intérêt général plutôt que des intérêts particuliers.

Le mémoire a été envoyé à la ministre de l'Habitation ainsi qu'à tous les membres du RCLALQ. Les alliés et la population ont été invités à lui envoyer à leur tour.

Présence médiatique



Au cours de l'année 2024-2025, le RCLALQ a tenté de maintenir sa présence médiatique à travers le Québec. Dans un contexte où les loyers continuent d'exploser et où les politiques publiques peinent à protéger les locataires, il est essentiel que notre voix se fasse entendre. Nos interventions dans les médias ont permis de porter nos revendications, d'informer le public sur la réalité vécue par les locataires, et de mettre de la pression sur les autorités responsables.

Porte-paroles membres mobilisés dans les médias

Cette année, le travail de représentation médiatique a reposé sur un réseau actif de groupes membres qui ont régulièrement pris la parole dans les médias locaux, régionaux et nationaux. Les groupes suivants ont été particulièrement présents :

- BAIL de Québec
- Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun
- Comité action Parc-Extension
- Comité logement Petite-Patrie
- POPIR - Comité logement
- Infologis Mauricie
- CALODI
- Comité logement Plateau Mont-Royal
- Action-Location Drummond
- Comité logement Lachine-Lasalle
- Infologis de l'Est de l'Île de Montréal
- RIL de Pointe-Saint-Charles





Hausse de loyer 2025

La publication par le Tribunal administratif du logement (TAL) du taux d'augmentation de 5,9 % a déclenché une véritable tempête médiatique. Le RCLALQ et ses membres ont multiplié les interventions : entretiens radio, citations dans la presse écrite, segments télévisés et tribunes web. Le CAPE et le BAIL de Québec ont porté notre message dans plusieurs médias, tandis que notre analyse de la méthode de calcul a été citée dans La Presse, Le Devoir, Radio-Canada, CTV, TVA, CBC, Pivot, Protégez-vous, 24 Heures, Noovo, et bien d'autres.

Nouveau règlement sur la fixation des loyers

Le RCLALQ a immédiatement réagi dans les médias pour dénoncer une réforme qui ouvre la porte à des hausses abusives. Plusieurs médias ont repris notre mémoire et nos positions, dont Le Devoir, La Presse, CTV, CBC, CityNews, TVA et Radio-Canada.

Mobilisations régionales et nationales

La Journée des locataires du 24 avril à Drummondville a été couverte par Vingt55, Sorel-Tracy Magazine, et d'autres médias locaux (l'Express notamment). De même, le rassemblement des locataires en colère du 31 mai à Montréal a fait l'objet de mentions par Global News, CTV, Noovo et le 98,5 FM.

D'autres mobilisations ont également suscité l'intérêt médiatique, comme notre visite au bureau à Rawdon de la ministre Duranceau, la semaine d'actions contre le TAL ou encore les interventions dans les émissions de QUB radio, CKUT, ICI Radio-Canada Première, TVA Nouvelles, JE et le Journal de Montréal.

Présence régulière dans l'actualité

Le RCLALQ a été cité dans de nombreux reportages traitant de logement, de salubrité, d'Airbnb, de précarité locative et de harcèlement de locataires. Que ce soit à travers des émissions comme « Bon pied, bonne heure », « Ça nous regarde », « À vos affaires », ou « Tout un matin », ou encore dans des articles publiés par La Presse, L'actualité, Journal de Montréal, Pivot, Le Soleil, Le Manic, nos porte-paroles ont contribué à mettre en lumière la crise du logement vécue au quotidien.

Malgré l'impossibilité de dresser un inventaire exhaustif de toutes les mentions du RCLALQ dans les médias cette année, cette revue témoigne de la possibilité de notre rayonnement et de notre portée. Cette couverture s'ajoute à nos efforts de communications numériques et à notre travail de terrain, et confirme que les enjeux vécus par les locataires sont d'intérêt public et que le regroupement, par son expertise, ses analyses et sa combativité, est une voix incontournable dans le débat public sur le droit au logement.

Communications

Au cours de la dernière année, les communications du RCLALQ ont continué de jouer un rôle dans la diffusion de nos revendications, la valorisation des luttes locales et la mobilisation du réseau. Le fait de publier des contenus accessibles et engagés a en grande partie favorisé la circulation de nos messages dans l'espace public numérique.

Facebook

- Plus d'une centaine de publications en tout, dont 62 photos, 25 stories, 10 textes et 8 vidéos
- Une portée totale de plus de 206 000 personnes
- Plus de 49 000 visites sur la page au courant de l'année
- 1 386 abonné·es supplémentaires, démontrant une croissance constante et soutenue
- Deux publications ont particulièrement marqué l'année :
 - L'annonce du pourcentage d'augmentation autorisée par le TAL : près de 80 000 vues et 412 partages;
 - L'annonce du lancement de la pétition contre le projet de règlement : près de 75 000 vues et 506 partages.

Instagram

- Activité soutenue avec 249 stories et 54 publications sur le fil
- Une portée de près de 141 000 personnes
- Plus de 4 300 visites sur la page
- 947 abonné·es gagné·es au cours de l'année
- La publication la plus performante a été la lettre de Janie Boucher à la ministre Duranceau, qui a touché un large public avec plus de 100 000 vues et 835 partages.
- Suivait ensuite (loin derrière, mais tout de même significative!) la publication sur la hausse du TAL : 46 400 vues et 454 partages.

Infolettres

- 29 infolettres ont été envoyées à nos abonnés
- Les taux d'ouverture sont restés stables, avec une moyenne de 268 ouvertures par envoi (incluant les personnes qui l'ont ouverte plusieurs fois)
- Grâce à ces outils, nous avons pu amplifier nos campagnes, relayer les actions de nos membres, et renforcer la visibilité du droit au logement dans l'espace public. Le travail en communication continue de contribuer à faire entendre la voix du RCLALQ au-delà de nos cercles militants.



Tout au long de l'année, le RCLALQ a maintenu une présence stratégique dans divers espaces politiques, institutionnels et communautaires afin de porter la voix des locataires et de défendre leurs droits. Ces rencontres ont permis de faire avancer certains dossiers prioritaires, de renforcer nos liens avec des alliés et de rappeler aux décideur·euses leur responsabilité face à la crise du logement. Nous avons également maintenu notre participation à deux regroupements communautaires nationaux: le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) et le Regroupement des organismes de défense collective des droits (RODCD).

Dossier des locataires aîné·es

- 9 septembre 2024 : Rencontre de travail avec le CAAP Saguenay–Lac-Saint-Jean, l'AQDR Alma et le Comité logement Entraide locataires Alma, en vue de l'organisation d'une conférence sur les droits des locataires aîné·es en novembre
- 31 octobre 2024 : Rencontre de planification de la conférence avec le CAAP
- 30 janvier 2025 : Participation à la conférence du Comité Sauvons le Mont-Carmel, qui y a présenté le bilan de ses trois ans de lutte
- 4 février 2025 : Rencontre avec la FADOQ, l'AQDR et l'AREQ pour jeter les bases de possibles futures collaborations et positionner le RCLALQ dans les luttes des locataires aîné·es

Relations avec la Ville de Montréal

- 20 septembre 2024 : Rencontre avec la Ville pour s'assurer que le soutien financier de 1,5 M\$ aux comités logement puisse être distribué avec une reddition de comptes allégée
- 17 octobre 2024 : Rencontre avec Despina Sourias pour proposer une orientation pour le projet de soutien financier de 1,5 million de la Ville de Montréal en fonction des besoins des groupes
- 30 octobre 2024 : Échange avec la Ville et l'OMHM autour du bilan de l'opération 1er juillet et de la salubrité. Plusieurs groupes de Montréal ont participé à cette rencontre
- 21 mai 2025 : À la demande des groupes de Montréal, une nouvelle rencontre a porté sur les outils et pratiques en matière de salubrité, incluant un suivi sur le programme « Propriétaire responsable ». Clotilde Tarditi, directrice du Service de l'Habitation de la Ville de Montréal, Audrey Morency, cheffe de division - salubrité des logements, Anthony Villeneuve, directeur salubrité et programmes - Service de l'Habitation, Daniel Chainey, coordonnateur au CLLL et Michel Proulx, chargé de projet au CLAC, étaient présents.

Relations avec le gouvernement du Québec

- 12 novembre 2024 : Participation à une rencontre de partenaires du milieu de l'habitation, organisée par le gouvernement. Peu de voix représentant les locataires étaient présentes. L'événement s'est conclu par une invitation à rencontrer le cabinet de la ministre.
- 2 décembre 2024 : Rencontre avec la ministre Duranceau pour soulever les problèmes fondamentaux de la méthode de calcul des hausses de loyer et son caractère auto-inflationniste.
- Si la ministre a reconnu l'obsolescence de la méthode, aucune des préoccupations exprimées par le RCLALQ n'a été prise en compte dans la proposition réglementaire déposée en avril, qui s'est révélée extrêmement dommageable pour les locataires.

Conseil d'administration

Cette année, le conseil d'administration a été très actif, avec 14 rencontres convoquées, plusieurs rencontres des comités de travail et plus de 300 heures de travail dédiés à la gestion de l'organisme. Au début de l'année, le CA a dû réagir rapidement à des situations complexes liées à la gestion de ressources humaines et à l'administration. Deux nouveaux financements ont permis l'embauche de nouvelles personnes et la taille de l'équipe a triplé au début de l'année, avec sept employé·es et deux personnes sur des contrats de recherche à temps partiel. Aussitôt que l'année a commencé et que les embauches ont été terminées, un important roulement de personnel a réduit l'équipe à deux personnes en janvier 2025. Le CA a agi très rapidement aux premiers signes d'enjeux en sollicitant l'aide d'un organisme externe, le Centre d'action collective Pivot, en décembre 2024. Le conseil a également organisé des rencontres hebdomadaires pour pouvoir assurer la coordination de l'organisme et le soutien à l'équipe.

Un diagnostic de la situation fait par le Centre Pivot a permis l'identification de plusieurs enjeux. Premièrement, la structure de coordination interne a été développée pour un organisme avec moins de deux employés. Cette structure n'était pas optimale pour une équipe plus grande. Deuxièmement, le climat de travail interne était fonctionnel en petite équipe, mais n'est pas suffisamment sain pour permettre une croissance rapide.

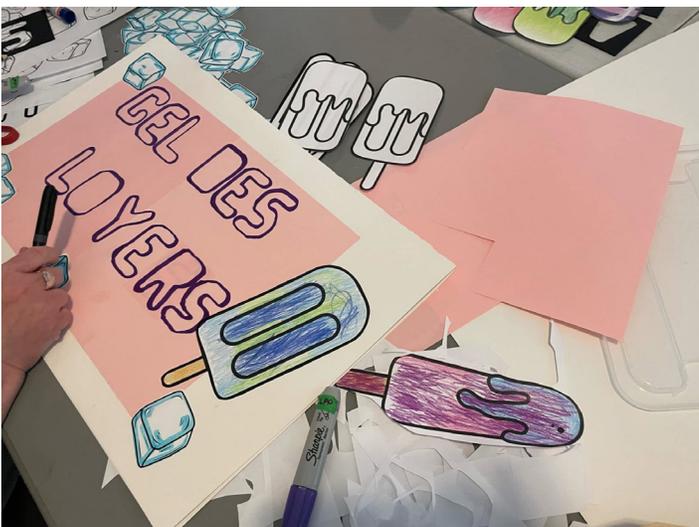
Plusieurs recommandations ont été soumises au CA, incluant l'embauche d'une coordination par intérim; la clarification des descriptions des postes et des rôles du CA, de l'équipe et de la coordination; le développement des outils de gestion interne et l'organisation des moments de réflexion collective pour définir davantage les priorités de travail.

Pour permettre un dialogue ouvert et transparent avec les membres par rapport à la situation, le CA a organisé une assemblée générale spéciale en février 2025. Des membres du conseil ont présenté les faits saillants du diagnostic et les solutions recommandées. Les membres ont été invités à poser des questions et à proposer d'autres solutions.

À la suite de l'assemblée spéciale, le CA a nommé Shannon Franssen du Centre Pivot à la coordination par intérim et le rythme de travail pour le conseil est revenu à la normale. Avec

l'accompagnement de Shannon, le CA a entamé une restructuration interne, incluant la mise à jour des descriptions de postes, la mise à niveau des outils de gestion interne et l'embauche des nouvelles personnes.

Les défis que nous avons vécus cette année étaient imprévus et difficiles, mais les membres du CA et l'équipe ont réussi à apprendre de la situation, à travailler sur les enjeux internes et à s'en sortir avec une capacité organisationnelle bien renforcée. Nous sommes optimistes pour l'année à venir, convaincu·es que nous pourrions tourner la page et poursuivre la lutte collective pour le droit au logement.



C'était une année très mouvementée dans l'équipe de travail du RCLALQ. Nous avons réussi à augmenter de manière significative le financement pour les ressources humaines, permettant l'embauche de 5 nouvelles personnes. Malheureusement, il y a également eu des départs imprévus.

Le conseil d'administration souhaite reconnaître le travail de Éloïse Bolduc et Émile Boucher, deux personnes qui se sont jointes à l'équipe du RCLALQ cette année. Malgré l'incertitude créée par le départ de cinq collègues, Éloïse et Émile ont choisi de s'investir pleinement dans leurs nouveaux rôles et de soutenir la réalisation d'actions collectives par les membres. Nous soulignons également le soutien à la coordination offert par Shannon Franssen du Centre d'action collective Pivot. Sa présence et son leadership nous ont permis de passer à travers une période d'incertitude. L'avenir du RCLALQ s'annonce plus fort et mobilisé que jamais.

Nous tenons à remercier et à souligner le travail et la contribution des cinq personnes qui ont quitté le RCLALQ durant l'année 2024-2025. Nous leur souhaitons une excellente continuation dans leurs futures réalisations.

Merci aux membres de l'équipe du RCLALQ 2024-2025

- Éloïse Bolduc - chargée de communication
- Émile Boucher - chargé de projet
- Shannon Franssen - coordination par intérim
- Thomas Savy - agent de recherche

Merci aux collègues qui ont quitté cette année:

- Martin Blanchard
- Cédric Dussault
- Marjolaine Deneault
- Cloé Fortin-Tremblay
- Jennie Charbonneau



Merci aux membres du conseil d'administration 2024-2025

- Mélanie Baril, Comité logement Petite-Patrie, présidente
- Amélie Giurgiua, CEIL CDN, secrétaire
- Nicole Dionne, Bureau d'animation et information logement, trésorière
- France Boulanger, APMCQ, administratrice
- André Trépanier, CAPE, administrateur
- Serge Gilbert, APEL (février 2025-mai 2025), administrateur
- Olivier Vézina, Infologis de l'Est (juillet 2024-déc 2024 et juin 2025), administrateur
- Martin Blanchard, représentant de l'équipe (juillet 2024-novembre 2024)
- Cédric Dussault, représentant de l'équipe (décembre 2024)
- Éloïse Bolduc, représentante de l'équipe (février 2025-juin 2025)
- Shannon Franssen, coordonnatrice par intérim (janvier-juin 2025, non-votante)

Apprentissages



L'année 2024-2025 fut marquée par plusieurs défis organisationnels dans un contexte social frappé par une nécessité toujours aussi grande de protection du droit au logement. Nous avons donc beaucoup appris.

D'abord, les nombreux changements dans l'effectif nous ont obligés à consolider nos systèmes de gestion interne. De nouvelles descriptions de postes, un organigramme mis à jour, de nouveaux outils d'intégration et formation et une meilleure distribution des tâches ont été

mis en place. De plus, un accompagnement soutenu des membres de l'équipe par le Centre d'action collective Pivot s'est poursuivi toute l'année dans le but de renforcer les capacités déjà présentes et de permettre le développement de nouvelles.

Ensuite, cette année aura été aussi l'occasion d'apprendre à travailler avec un financement plus important et une équipe plus nombreuse que le RCLALQ n'a jamais connu. Devant l'ampleur des problématiques qui touchent les locataires du Québec et les besoins qui en découlent, cet apprentissage sera très précieux pour les années à venir.

Finalement, nous avons aussi travaillé au déploiement d'une nouvelle manière de créer un plan d'action. Par l'entremise de notre congrès, les membres ont pu échanger et débattre sur ce qu'ils attendaient du regroupement pour les deux prochaines années, et ce, sur qu'ils souhaiteraient investir du temps et de l'énergie. De cette planification stratégique ressort un plan d'action qui rejoint les membres et qui répond aux problématiques qui les préoccupent.





Pour la prochaine année, le travail du RCLALQ sera tourné vers deux objectifs principaux.

D'une part, poursuivre les efforts de consolidation de la gestion interne et favoriser l'intégration des nouveaux membres au sein de l'équipe de travail.

D'autre part, déployer les bases du plan d'action 2025-2027 et soutenir l'implication des membres dans sa réalisation. Plus concrètement, nos actions et notre mobilisation porteront sur les thématiques suivantes :

- Le **développement d'un mouvement large** de mobilisation pour fédérer les locataires et réaffirmer notre soutien à nos allié·es dans leur lutte
- **L'établissement d'un vrai contrôle des loyers** pour contrer les hausses abusives de loyer et les actions délétères du gouvernement caquiste
- **Le droit au logement** pour garantir un toit décent selon les besoins et les moyens de tous·tes
- **La salubrité des logements** pour renforcer l'imputabilité des propriétaires et promouvoir l'instauration d'un code de salubrité à l'échelle provinciale
- **La financiarisation du logement** pour soutenir l'appropriation d'immeuble par les locataires occupant·es et augmenter les contrôles sur les transactions immobilières des logements locatifs
- **L'accès à la justice** pour continuer de mettre la pression sur le TAL afin de rendre les services plus accessibles, plus sécuritaires et plus humains pour les locataires, notamment les locataires aîné·es
- **Les violences vécues par les locataires** pour mettre fin à l'impunité des propriétaires et faire entendre la voix de tous·tes les survivant·es de harcèlement

Merci à nos partenaires et alliés

Le RCLALQ travaille avec plusieurs personnes, organismes, regroupements et institutions sur divers dossiers. Ces collaborations font la force du mouvement pour le droit au logement au Québec et nous reconnaissons la grande contribution de nos partenaires et alliés à nos actions. Nous remercions tout particulièrement le Centre d'action collective Pivot pour son accompagnement cette année.



- CSCPP Centre social et communautaire de La Petite-Patrie
- Centre d'action collective Pivot
- TROVEP-Montréal Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire.
- FRAPRU Front d'action populaire en réaménagement urbain
- RIOCM Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal
- TGFM Table des groupes de femmes de Montréal
- CMTQ Coalition Montréalaise des Tables de Quartier
- RAPSIM Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal.
- Ligue des droits et libertés
- Collectif Québec sans pauvreté
- MMFIM Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal
- Regroupement des auberges du coeur
- Chantier de l'économie sociale
- TNDC Table nationale des Corporations de développement communautaire
- TCRI Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes.
- AQDR Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées
- Parole d'excluEs
- Union étudiante du Québec (UEQ)
- IWW Industrial Workers of the Word
- SLAM Syndicat des locataires autonomes de Montréal (SLAM)
- FLIP Front de lutte pour un immobilier populaire
- Prenons la Ville
- Front Commun des personnes assistées sociales du Québec
- SCFP Syndicat canadien de la fonction publique



- RODCD Regroupement des organismes en défense collective des droits
- RQACA Réseau québécois de l'action communautaire autonome
- Renaud Goyer
- MEPAQ Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec
- CRACH Collectif de Recherche et d'Action sur l'Habitat
- Chris Henschel, photographe
- Niti Marcel Mueth
- IRIS Institut de recherche et d'informations socioéconomiques
- EDUCALOI
- Collectif québécois pour la prévention de l'itinérance
- Tenants Rights QC
- Me Antoine Morneau Sénéchal, avocat
- Me Manuel Johnson, avocat
- Me Julien Delangie, avocat
- Béatrice Mercier (Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal)
- Me Robert Trudel
- Nathaniel Leavey, des entreprises Maheu
- SPCA Montréal
- CSN Confédération des syndicats nationaux
- Conseil central du Montréal métropolitain – CSN
- FRACA Front régional d'action communautaire autonome de Montréal
- Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)

Merci à nos partenaires financiers:

- SCAIS Secrétariat du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale du Québec
- Fondation Mirella et Lino Saputo
- Fondation Lucie et André Chagnon

**Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
et aux initiatives
sociales**

Québec 



Fondation Lucie
et André Chagnon





REGROUPEMENT DES
COMITÉS LOGEMENT ET
ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES
DU QUÉBEC

rclalq.qc.ca
locataire.info